

Le présent questionnaire doit être rempli, daté et signé, puis envoyé à l'autorité appelée à juger de la cause au fond, accompagné des pièces indiquées au bas de la dernière page. Le requérant conservera une copie du document.

AUCUNE QUESTION NE DOIT ETRE LAISSEE SANS REPONSE

Requête d'assistance judiciaire

Le soussigné requiert le bénéfice de l'assistance judiciaire pour l'affaire suivante :

Prière d'indiquer l'éventuelle partie adverse :

Motifs essentiels du requérant :

IDENTITES

Requérant :

nom :	<input type="text"/>	prénom :	<input type="text"/>
né(e) le :	<input type="text"/>	originaire de :	<input type="text"/>
domicile :	<input type="text"/>	rue :	<input type="text"/>
profession apprise :	<input type="text"/>	employeur :	<input type="text"/>
état civil :	<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> marié <input type="checkbox"/> lié par un partenariat enregistré		
	<input type="checkbox"/> veuf <input type="checkbox"/> divorcé <input type="checkbox"/> séparé		

Marquez une croix dans la case qui convient

Conjoint :

nom :	<input type="text"/>	prénom :	<input type="text"/>
né(e) le :	<input type="text"/>	profession :	<input type="text"/>
employeur:	<input type="text"/>		

ENFANTS MINEURS

Prénom :	Date de naissance :	Profession / employeur:	Domicile :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

AUTRES PERSONNES FAISANT MENAGE COMMUN AVEC LE REQUERANT

Nom :	Prénom :	Date de naissance :	Profession :	Employeur :
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

1. REVENUS DU REQUERANT ET DE SON CONJOINT

1.1 SALAIRE

Requérant :

Conjoint :

1.1.1 Salaire mensuel brut

1.1.2 Salaire mensuel net

(après déduction de l'AVS, de la Caisse de pension, etc.)

1.1.3 Treizième salaire, gratifications, primes de fidélité, etc.

(montant touché durant les 12 derniers mois)

Date du dernier versement

1.1.4 Autres prestations de l'employeur

(total des 12 derniers mois)

- frais de déplacement

- repas

- logement

-autres indemnités

1.2 AUTRES REVENUS

1.2.1 Revenus d'une activité indépendante (moyenne annuelle)

1.2.2 Revenus accessoires en tous genres

(leçons particulières, conciergerie, location, sous-location, etc.)

1.2.3 Revenus de placements

(livrets d'épargne, comptes bancaires, titres, etc.)

1.2.4 Indemnités de chômage

1.2.5 Rentes (AVS, AI ou autres)
pour le requérant/son conjoint/ses enfants

1.2.6 Pensions alimentaires pour le requérant,
ses enfants

1.2.7 Revenus d'enfants mineurs ou majeurs faisant
ménage commun avec le requérant

1.2.8 Revenus d'autres personnes faisant ménage
commun avec le requérant

2. CHARGES DU REQUERANT ET DE SON CONJOINT

Requérant :

Conjoint :

2.1 Loyer y compris charges
2.2 Acomptes de charges (non compris dans le loyer)
(chauffage, eau chaude, etc.)

2.3 Cotisations mensuelles d'assurance maladie et accident

2.4 Moyenne annuelle (calculée sur l'année en cours et l'année précédente) des impôts fédéraux (y compris taxe d'exemption de l'obligation de servir), cantonaux et communaux

2.5 Frais d'acquisition du revenu

Lieu de travail :

Coût mensuel des déplacements pour se rendre au travail (selon tarif des transports publics)

Si une voiture est utilisée, veuillez indiquer pour quels motifs :

Autres frais d'acquisition du revenu avec indication des motifs :

2.6 DETTES

2.6.1 Pensions alimentaires :
bénéficiaires (ex-conjoint, enfants)

2.6.2 Frais médicaux et dentaires extraordinaires non remboursés par les assurances, remboursements mensuels.

2.6.3 Emprunts et autres dettes :

Créancier(s) :

Utilisation de la somme empruntée ou cause de la dette

2.6.4 Saisies de salaires ou de ressources mensuelles :

Office des poursuites de :

3. FORTUNE DU REQUERANT ET DE SON CONJOINT

Requérant :

Conjoint :

3.1 ACTIFS

3.1.1 Immeubles : estimation cadastrale

Valeur d'assurance incendie

Désignation des immeubles bâtis ou non selon le cadastre et l'article :

3.1.2 Carnet d'épargne, actions, obligations

3.1.3 Créances

3.1.4 Véhicules (y compris bateaux et caravanes)

Marque :

Année de construction

Prix

3.1.5 Parts dans des successions non partagées

3.1.6 Valeur de rachat des assurances-vies

Compagnie d'assurance :

Echéance de la police :

Primes annuelles :

3.2 PASSIFS

3.2.1 Dettes hypothécaires

Intérêts annuels

Amortissements annuels

3.2.2 Total des dettes mentionnées sous 2.6.2/2.6.3

4. Le requérant ou son conjoint a-t-il une assurance de protection juridique ?

oui

non

Si oui, auprès de quelle compagnie?

5. Une personne (époux, parents, enfants, grands-parents) ayant une obligation légale d'entretien ou d'assistance (art. 159, 276, 328 CC) est-elle en mesure d'assumer, en tout ou en partie, les frais de la cause ?

oui

non

6. Si oui, veuillez indiquer leur nom, prénom, degré de parenté, adresse, profession, etc.

A V E R T I S S E M E N T

L'assistance judiciaire n'est pas gratuite.

Elle doit permettre à celui qui n'en a pas les moyens d'accéder à la justice pour faire valoir ses droits en avançant, au besoin, les honoraires d'un avocat.

En cours de procédure, déjà, mais dans tous les cas en fin de procédure, le justiciable qui aura bénéficié de l'assistance judiciaire sera appelé à rembourser ce que l'Etat aura avancé.

Le service de la justice prendra alors contact avec lui pour examiner les conditions de ce remboursement.

A U T O R I S A T I O N

Le soussigné autorise l'autorité requise et l'administration cantonale neuchâteloise à se renseigner auprès des autorités fiscales, des établissements bancaires, des compagnies d'assurances et de l'administration postale sur ses revenus et sa fortune.

A cet effet, il délie les autorités, établissements bancaires, compagnies d'assurances et administration du secret professionnel vis-à-vis de l'autorité/de l'administration cantonale neuchâteloise à laquelle est adressée la présente requête, pour leur permettre de statuer sur sa demande d'assistance judiciaire, de déterminer s'il est revenu à meilleure fortune et de se prononcer sur son obligation de remboursement, si l'assistance judiciaire lui a été accordée à tort.

Lieu et date

Le(s) requérant(s) :

.....
.....

Pièces à joindre à la requête :

1. Les bordereaux d'impôt de l'année courante et de l'année écoulée
2. Photocopie du contrat de bail
3. Photocopies des livrets d'épargne, extraits de comptes bancaires ou postaux et autres justificatifs bancaires
4. Photocopie du permis de circulation des véhicules
5. Photocopies des factures (2.6.2) et des contrats de prêts (2.6.3)
6. Fiches de paie (ou de l'Office du chômage) des six derniers mois
7. Photocopies des récépissés postaux établissant le paiement des dettes mentionnées sous la rubrique 2.6.1 à 2.6.3 durant les 6 derniers mois.